

Règlement de la Consultation

Procédure Adaptée

Département de la Vienne (86)

Eglise Notre Dame d'Antigny Cl. MH

Travaux de consolidation et restauration

Maître de l'Ouvrage : Commune d'Antigny (86)

Maître d'œuvre : Marie Pierre Niguès – Architecte du Patrimoine -
DPLG – 27A Rue du 14 Juillet – 79000 – Niort

Maître de l'Ouvrage : Commune d'Antigny (86310)

Comptable Assignataire des Paiements : Trésorerie de Montmorillon

Objet du Marché : Travaux de consolidation et restauration de l'Eglise de Notre Dame d'Antigny (Cl. MH).

Procédure Adaptée

Marché passé selon l'article L2123-1 du code de la commande publique
--

Remise des offres

<p>Date Limite de Réception : 16 mai 2025</p>
--

<p>Heure Limite de Réception : 12h00</p>

Date de l'envoi à la publication : 16/04/2025

Table des matières

Remise des offres	2
Date de l'envoi à la publication :	2
1. Objet de la consultation	4
2. Conditions de la consultation	4
2.1. Visite de l'édifice	4
2.2. Communications et Echanges d'informations	4
2.3. Etendue de la consultation	4
2.4. Maîtrise d'œuvre	5
2.5. Economiste	5
2.6. Contrôle technique	5
2.7. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	5
2.8. Contrôle technique et scientifique de la DRAC	5
2.9. Décomposition en lots	5
2.10. Décomposition en Tranches	5
2.11. Délais d'exécution	6
2.12. Délai de validité des offres	6
2.13. Documents joints à la consultation	6
2.14. Condition de remise des offres	6
2.15. Renseignements complémentaires	7
2.16. Mode de règlement	7
3. Présentation des candidatures	7
3.1. Renseignements et justifications à fournir par le candidat :	7
3.2. Critères de sélection des candidatures :	8
4. Présentation des offres	9
4.1. Projet de marché	9
4.2. Mode Opératoire	9
5. Attribution du Marché	10
5.1. Jugement de l'offre	10
5.2. Offre anormalement basse	10
5.3. Mise au point des marchés / Négociation	10
5.4. Obligations à remplir par l'entreprise retenue ainsi que son ou ses (co) sous-traitants	11
6. Critères de jugement des offres	11
7. Voies et délais de recours	12

1. Objet de la consultation

La commune d'Antigny a décidé de procéder des travaux de consolidation et restauration de l'Eglise de Notre Dame d'Antigny. Cet édifice est classé au titre de Monument Historiques

Les travaux à entreprendre sont décrits dans l'ensemble des pièces constituant la consultation

La partie de l'édifice sur laquelle se dérouleront les travaux étant Classée Monuments Historiques, les travaux envisagés devront être réalisés dans le respect des règles de l'art et des méthodologies, façons et techniques afférentes à la restauration du patrimoine ancien et des Monuments Historiques.

Catégorie d'ouvrage et nature des travaux : **Réhabilitation**

Les prestations, objet du présent Marché relèvent de la **catégorie 2** au sens du Code du Travail (Article R. 238-8) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur le chantier. En application des articles R. 4532-52 et R.4532-54, l'opération est soumise à l'obligation d'établir un plan général de coordination simplifié.

2. Conditions de la consultation

2.1. Visite de l'édifice

Les entreprises souhaitant soumissionner sont tenues de visiter l'édifice. Cette visite s'effectue librement. Au terme de celle-ci un certificat de visite sera remis en mairie. Cette attestation sera à joindre au dossier d'offre. Les offres déposées sans ce certificat ne seront pas analysées.

Pour visiter l'édifice, il y a lieu de prendre contact avec la Mairie.

2.2. Communications et Echanges d'informations

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les communications et les échanges d'informations relatifs au présent marché ont lieu par voie électronique. Ainsi, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée qui permet aux candidats via le site internet : <https://www.marches-securises.fr>

- De télécharger gratuitement l'avis de publicité et le dossier de consultation des entreprises ;
- De poser des questions ou solliciter des documents complémentaires ;
- De déposer leurs documents de candidature et d'offre par voie électronique sur la plateforme, ce qui constituera « une offre dématérialisée » ;
- De déposer d'éventuels compléments demandés par le pouvoir adjudicateur.

2.3. Etendue de la consultation

Le Marché est assorti d'une variante en ce qui concerne les lots 1, 2 et 3 : Maçonnerie / Pierre de Taille, Menuiserie / Charpente et Couverture / Etanchéité concernant la stabilisation de la flèche et l'obstruction de jours et baies de la flèche et les clocher

Les entreprises répondent obligatoirement au marché de base mais peuvent néanmoins proposer des variantes. La maîtrise d'œuvre appréciera leur pertinence, celles-ci pourront être acceptées dans la mesure où elles n'entrent pas en contradiction avec le projet, qu'elles ne compromettent pas les qualités architecturales et esthétiques intrinsèques de l'édifice, enfin qu'elles ne sont pas de nature à bouleverser l'économie générale de l'opération.

2.4. Maîtrise d'œuvre

- Marie Pierre Niguès – Architecte du Patrimoine – DPLG – 27 A rue du 14 juillet – 79000 Niort

Chargés d'une mission comprenant :

- Etudes AVP
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Contrôle des études d'exécution et de synthèse (VISA)
- Direction de l'exécution des contrats des travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie (AOR)

2.5. Economiste

L'économie du projet est réalisée par le cabinet d'architecte.

2.6. Contrôle technique

Sans objet

2.7. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Le chantier étant soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des Textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée dans le cadre de la présente opération.

La mission de coordination, assurée pendant les phases de conception et de réalisation des travaux, sera confiée :

Au prestataire ci-après : [en cours de désignation](#)

Désigné(e)(s) dans le présent Marché sous le nom de « Coordinateur SPS »

2.8. Contrôle scientifique et technique de la DRAC

Conformément au Décret n° 2009-750 du 22 juin 2009 relatif au contrôle scientifique et technique des services de l'Etat sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits, les services de la conservation de la DRAC vérifieront la conformité des travaux réalisés sur pièces et sur place.

2.9. Décomposition en lots

Les Travaux sont dévolus à sept lots (7) lots traités par marché séparé

Désignation des lots
Lot 1 : Maçonnerie / Pierre de Taille
Lot 2 : Couverture/Etanchéité
Lot 3 : Restauration de Peintures Murales
Lot 4 : Menuiserie/Peinture
Lot 5 : Charpente
Lot 6 : Electricité/Chauffage
Lot 7 : Vitraux d'Art

2.10. Décomposition en Tranches

Le présent marché fait l'objet d'un fractionnement en trois tranches

- Tranche Ferme : Clocher : Stabilité et clos / couvert - Sauvegarde des décors peints de la croisée d'ogives occidentale du sanctuaire
- Tranche 1 : Elévations orientale et méridionale de l'édifice compris galerie : Clos / couvert (versant sud) - Stabilité du couvrement des chapelles et de la travée est du chœur et sauvegarde des décors peints

- Tranche 2 : Elévations occidentale et septentrionale de l'édifice : Clos / couvert (versant nord) - Assainissement extérieur
- Tranche 3 : Amélioration du confort intérieur de l'édifice - Mise en valeur

2.11. Délais d'exécution

Le délai d'exécution s'appliquant à l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement

Ce délai est fixé pour chaque tranche à :

- Tranche Ferme : 9,5 Mois
- Tranche 1 : 10 mois
- Tranche 2 : 9 mois
- Tranche 3 : 8 mois

Nota : Les délais d'exécution du chantier prévus au présent marché n'intègre pas la durée contractuelle de préparation de chantier. La période préparatoire prévue au CCAP est d'un (1) mois à compter de la réception de l'ordre de service

Les délais ne pourront en aucun cas être prolongés (sauf dispositions prévues à l'article 4.2 du CCAP Travaux).

2.12. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.13. Documents joints à la consultation

Le chantier étant soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des Textes pris pour son application, sont joints au Dossier de Consultation des Entreprises :

- Le CCTP
- Le CCAP
- Les DPGF relatifs à chaque corps d'état
- Les AE relatifs à chaque corps d'état
- Les documents graphiques
- Les documents annexes

2.14. Condition de remise des offres

Par voie électronique : via la plate-forme : <https://www.marches-securises.fr>

Signature : La signature électronique n'est pas requise

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Ces plis devront être déposés ou remis obligatoirement avant la date et l'heure de remise des offres mentionnées en page 2 du présent Règlement.

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé. Si une offre est déposée uniquement sur support physique, elle sera renvoyée à son auteur sans avoir été ouverte.

2.15. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements d'ordre administratif ceux-ci pourront être obtenus auprès du Maître d'ouvrage :

Adresse : Marie d'Antigny – 42 Place de la Mairie – 86310 ANTIGNY

Correspondant : Monsieur le Maire

Tél : [05 49 48 04 49](tel:0549480449)

Mail : mairie@antigny86.fr

Pour tous renseignements d'ordre technique, ceux-ci pourront être obtenu auprès du Maître d'œuvre :

Adresse : Cabinet Niguès - 27 A rue du 14 juillet – 79000 Niort

Correspondant : Yvan Fayt

Téléphone : [05 49 33 26 47](tel:0549332647)

Mail : yvan.fayt@niguesarchitecte.fr

2.16. Mode de règlement

Le mode de règlement proposé est :

Le délai global de paiement sera de 30 jours à compter de la date effective de réception des situations. Les situations seront adressées au Maître d'œuvre via la plate-forme Chorus

3. Présentation des candidatures

3.1. Renseignements et justifications à fournir par le candidat :

1) Référence à produire à l'appui de sa candidature

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm);
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord cadre
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

2) Référence professionnelle et capacité technique

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

3) Eléments complémentaires

Conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- 1° Une attestation sur l'honneur justifiant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- 2° La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- 3° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique à savoir :
 - l'interdiction de concourir ou de soumissionner à un marché public
 - qu'il n'aurait satisfait à aucune des obligations relatives à l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés (concerne les entreprises de 20 salariés minimum) conformément aux lois et articles des codes suivants : l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, les articles 323-1, 323-8-2, 323-8-5 du Code du Travail
- 4° Conformément aux articles R2142-5, R2142-6 à R2142-12 et R2142-13 à R2142-14 du code de la commande publique les documents et renseignements qui permettront d'évaluer leur expérience, leurs capacités professionnelles, techniques et financières (imprimé DC5) 4) Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :
 - Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
 - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
 - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
 - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

3.2. Critères de sélection des candidatures :

Les entreprises seront sélectionnées en fonction de leur capacité techniques (les moyens humains proportionnellement à l'ampleur de la tâche, la main d'œuvre qualifiée disponible sanctionnée par le CV des intervenants, le matériel disponible) et financière. Les qualifications MH constitueront un plus mais leurs absences ne présenteront en aucun cas un caractère éliminatoire. En revanche les références sur des chantiers similaires sont obligatoires.

L'Entreprise fournira à cette fin un carnet de présentation de l'entreprise reprenant :

- les références éventuelles concernant des chantiers similaires, effectués sous le contrôle technique et scientifique des services de la conservation de la DRAC
- les moyens humains
- la main d'œuvre qualifiée disponible (entreprise ou filiale)
- le CV des intervenants potentiels prévus sur le chantier (formation ou ancienneté équivalent, intervention, liste des chantiers similaires et contraintes identiques [surveillance archéologique] sur lesquels ils sont intervenus)
- la liste du matériel dont dispose l'entreprise
- les Qualifications éventuelles

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions des articles R2143-1 et R2143-2 du code de la commande publique sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières telles que mentionnées ci-dessus. Les candidatures qui ne satisferont pas à ces niveaux de capacité seront éliminées.

Important : l'absence de justification de l'un des quatre premiers critères de choix cités ci-dessus constituera un motif de rejet de la candidature

4. Présentation des offres

4.1. Projet de marché

Il comprendra :

- un Acte d'Engagement – document joint à compléter, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises concurrentes ayant vocation à être titulaires du marché
 - o L'Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptations de sous-traitants et d'agrément de conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (Art. 2.2 de l'Acte d'Engagement concernant la sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
 - o En cas de sous-traitance, le montant du contrat est le montant maximum des prestations sous-traitées mentionnées dans l'Acte d'Engagement.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ci-joint, assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation, à accepter sans modification
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), à accepter sans modification
- La décomposition du prix global forfaitaire, établie en utilisant obligatoirement le cadre joint au Dossier de Consultation des Entreprises et présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue et le prix de l'unité correspondant.

4.2. Mode Opératoire

L'Entreprise proposera un mode opératoire pour l'exécution de ces ouvrages. Le mode opératoire poursuit quatre objectifs :

- Renseigner le maître d'ouvrage sur la nature des prestations effectivement effectuées par l'entreprise
- Améliorer, rationaliser et optimiser les choix techniques proposés par le cahier des charges en regard de l'expérience spécifique de l'entreprise
- Constituer un document contractuel précisant les solutions techniques destinées à améliorer et garantir la pérennité des ouvrages entrepris.
- Garantir au maître d'ouvrage la livraison du chantier dans les délais impartis

Le mode opératoire doit obligatoirement comprendre les quatre points définis ci-après et se limiter à cinq pages maximum format A4 recto/verso ou dix pages recto :

- 1) Une analyse contradictoire des prestations réclamées au cahier des charges **en regard des problématiques spécifique à l'édifice et ses abords** et de l'expérience propre du soumissionnaire sur des chantiers similaires
- 2) L'organisation et la gestion courante de l'entreprise pour ce type de chantier
- 3) La gestion et la méthodologie propre au chantier en regard de l'analyse contradictoire réalisée par le soumissionnaire
- 4) Une synthèse reprenant l'ensemble des propositions du soumissionnaire visant à améliorer, optimiser, corriger ou simplifier l'exécution des ouvrages demandés. Ces améliorations découlant nécessairement de son analyse contradictoire et de sa méthodologie.

Pour rappel :

Le mode opératoire constitue une pièce contractuelle factuelle et opposable qui sera nécessairement annexée à l'acte d'engagement. Ce même mode opératoire servira d'appui aux éventuelles mises au point techniques des marchés (supra 5.3)

Quelques remarques à propos des modes opératoires remis par les entreprises :

Tous les aspects tels que : démarche qualité, recensement des moyens de l'entreprise autres que ceux mise en œuvre spécifiquement pour le chantier... sont des renseignements à joindre dans le dossier candidature.

L'absence de présentation d'un Mode Opératoire conforme aux attentes décrites ci-avant entraînera l'application d'une note de zéro au critère offre technique

5. Attribution du Marché

5.1. Jugement de l'offre

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies ci-après :

Les critères ci-après définis, notés sous forme de pourcentages, indiquant le poids respectif de chacun d'entre eux, sont pris en compte pour le jugement des offres

Critères pour les lots 1 à 7

Offre technique	60%
Prix des prestations	40%

Le détail et la définition des critères ci-dessus sont donnés à l'article 6 du présent document.

En cas de discordance entre le montant indiqué dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le montant figurant à l'Acte d'Engagement, l'indication en chiffres, **hors TVA**, figurant à **l'article 2 de l'Acte d'Engagement (AE)**, prévaudra sur toutes autres indications.

Dans ce cas, l'Entrepreneur sera informé et invité à prendre les mesures nécessaires pour mettre son Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire en adéquation avec l'Acte d'Engagement. En cas de refus son offre sera jugée non conforme et rejetée.

5.2. Offre anormalement basse

Une offre jugée anormalement basse, c'est-à-dire dont le montant présente en moins-value un écart significatif (cet écart étant apprécié en fonction des spécificités et de la complexité de l'opération) avec la moyenne des offres, pourra être rejetée dès lors qu'elle ne répond pas aux justifications posées par les articles R2152-3 à R2152-5 du code de la commande publique.

Une entreprise proposant une offre jugée anormalement basse devra être en mesure de justifier des moyens dont elle dispose, de la réflexion qu'elle a menée pour parvenir à optimiser son chantier et ses ouvrages. Le simple engagement d'accomplir l'ouvrage dans le respect des clauses et sujétions du cahier des charges ne constitue pas une justification valable.

Une offre anormalement basse du fait de l'obtention d'une aide d'Etat ne peut être rejetée que si le candidat n'est pas en mesure d'apporter la preuve que cette aide a été légalement accordée. Le pouvoir adjudicateur qui rejette une offre pour ce motif en informe la Commission européenne.

5.3. Mise au point des marchés / Négociation

En fonction du résultat de l'analyse des offres, le maître d'ouvrage se réserve le droit de mener ou non une négociation avec les soumissionnaires.

Au terme de l'analyse des offres, une synthèse des propositions sera effectuée par le maître d'œuvre qui en regard jugera de la nécessité ou non d'engager ou non des négociations techniques. Par ailleurs, suivant le résultat de l'appel d'offre la Maîtrise d'ouvrage pourra engager une négociation financière.

Qu'elles soient techniques et/ou financières, les négociations seront engagées avec tous les candidats sélectionnés.

La Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. En cas de négociation, les candidats admis à négocier en seront informés par mail.

5.4. Obligations à remplir par l'entreprise retenue ainsi que son ou ses (co) sous-traitants

L'ensemble des pièces listées aux articles R2142-3 à R2142-4 et R2143-3 à R2143-4 ainsi que R2152-3 à R2152-5 seront à fournir au Pouvoir Adjudicateur, à savoir :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes
- compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : état annuel des certificats reçus (imprimé DC7)
- une attestation sur l'honneur établie à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 320, L. 1433 et R. 143-2

Ces éléments seront à fournir au Pouvoir Adjudicateur, dans les quinze jours suivant la notification.

Si ces documents ne sont pas fournis dans le délai imparti, l'offre est rejetée.

6. Critères de jugement des offres

1° Offre Technique*

Une note de 0 à 10 sera attribuée en fonction de la capacité de l'entreprise à répondre aux objectifs fixés à l'article 4.2 du présent règlement (les quatre premiers points de la liste figurant ci-après) et à la clarté de son mémoire technique (document annexé à l'AE) (cinquième point de la liste figurant ci-après), à chaque objectif est dévolu une note maximale :

- 1) Au regard du cahier des charges la compréhension des attentes et enjeux du projet de restauration (3 points)
- 2) La gestion et la méthodologie propre au chantier ainsi que les moyens mis en œuvre en regard des attentes et enjeux du projet (3 points)
- 3) Toutes les propositions visant à améliorer et optimiser l'exécution des ouvrages dans le respect des objectifs fixés au cahier des charges (2 points)
- 4) Critères environnementaux : Dispositions d'organisation du chantier et choix d'équipements (logistique, outillage, protection) visant à réduire les nuisances (bruits, pollutions, poussières, encrassement, respect des enjeux en matière de conservation des habitats de la faune) - (2 points)

La note 10 est considérée comme la note maximum. La note obtenue sera reportée proportionnellement en regard du coefficient attribué à la valeur technique.

Ainsi : la note 10 équivaut à 60% et la note 9 équivaut à 54%

2° Prix des prestations

Le candidat proposant l'offre la plus basse obtient la note maximum (dès lors que l'offre n'est pas déclarée anormalement basse [infra article 5.2 du présent règlement]).

Les autres candidats ont la note correspondant à la formule :

(Offre du candidat proposant l'offre la plus basse* x 40) / Prix offert par le candidat

Les offres de chaque candidat sont classées par ordre décroissant de note.

* dès lors qu'elle n'est pas jugée anormalement basse (infra 5.2)

7. Voies et délais de recours

En cas de recours le tribunal territorialement compétent est :

[Tribunal administratif de Poitiers](#)
greffe.ta-poitiers@juradm.fr
[+33 5 49 60 79 19](tel:+33549607919)

15 RUE BLOSSAC 86000 POITIERS

Les renseignements relatifs à l'introduction d'un recours sont disponibles auprès du greffe du TA

Les candidats évincés disposeront d'un délai de recours de 11 jours à compter de la date de notification du rejet de leur offre